

**CIBLE**

## L'ordre

**D**ans son allocution du 31 décembre, le président de la République a demandé que les pouvoirs publics « restaurent l'ordre et la sécurité, qui est la première des libertés ».

Bien. Les déprédations qui, à Strasbourg, ont marqué les fêtes de fin d'année sont inacceptables. A la fois dans leur principe, et parce qu'elles touchent de très modestes citoyens. C'est là un constat général : les incendies de véhicules, vols à la tire et autres cambriolages affectent surtout des catégories sociales qui ont des difficultés à joindre les deux bouts.

Mais le rétablissement de l'ordre ne peut se limiter à un renforcement de la présence policière. Car l'incivilité et la petite délinquance sont souvent l'expression d'un désordre beaucoup plus profond, qui est au cœur du système économique et social.

Tant que l'ultra-libéralisme ruintera les structures économiques et sociales et nous plongera dans la guerre de tous contre tous, les violences racistes, les agressions sauvages, les destructions stupides augmenteront en proportion. La première des libertés ne saurait être assurée si l'exigence de justice sociale est négligée.

## Médias

# Les masques tombent

## Idées

### Hommage à Poliakov

p. 9

## Social

### Chômeurs en lutte

p. 12

## ERRATA

En dépit du soin que nous portons à vérifier et corriger les articles publiés dans *Royaliste*, il arrive que notre attention soit prise en défaut. Mais nos lecteurs, eux, sont vigilants et ne manquent pas de nous signaler nos erreurs mêmes vénielles. Et ils le font souvent avec humour. Florilège.

A la suite de notre dossier sur la drogue (*Royaliste* 693), J.-M.G. de Paris nous écrit : « Avant même de lire l'article, je lis, par habitude, l'encadré « Classification des drogues ». Et là j'apprends pour l'héroïne, que « son usage illégitime se fait par voie intraveineuse ». Je ne savais pas que si on inhalait ou que si l'on fumait de l'héroïne, on en faisait pas un usage illégitime ! Je vais le dire aux associations de toxicomanes et ex-toxicomanes, ils seront ravis. Mais je n'arrive pas à trouver cet article de loi, pourriez-vous m'en donner les références ??? ».

Plusieurs de nos lecteurs rectifient une coquille qui nous avait fait écrire, dans notre dossier sur l'aéronautique (*Royaliste* 697), que c'était un Boeing 727 qui avait explosé à Kennedy-Airport en 1996. Il s'agissait bien entendu d'un Boeing 747.

M.-F. B. de Paris s'inquiète de nous voir invoquer les « mânes de Senghor » (*Royaliste* 695) alors que l'ancien président du Sénégal - qui vient d'entrer dans sa quarante-deuxième année - a encore bon pied, bon oeil.

M. T. de Bruxelles nous écrit à la suite de l'article sur les élections prud'homales (*Royaliste* 696) : « Affirmer, comme le fait l'auteur, qu'en Belgique « pour bénéficier d'une couverture sociale et recevoir ses indemnités de chômage, les salariés d'outre-Québécois sont obligés de se syndiquer » constitue une grossière erreur. Dans les faits il est exact que la plupart des chômeurs sont syndiqués, les syndicats (FCTB d'obédience socialiste, CSC chrétienne et

CGSLB libérale) ayant entre autres missions celle d'indemniser les chômeurs. Néanmoins, existe aussi la CAPAC (Caisse auxiliaire de paiement des Allocations de chômage), organisme totalement indépendant, dont la vocation est de verser leur allocation aux chômeurs non syndiqués. Le fait d'être ou non syndiqué relève donc d'un choix de la part tant des chômeurs que des travailleurs et en aucun cas d'une obligation ».

## Politique et religion

Lue de Goustine a répondu avec justesse au courrier de P.V. intitulé « Eglise et empire » (*Royaliste* 697). Je voudrais y ajouter une approche historique. L'Édit de Nantes avait établi un *modus vivendi* où le Politique, facteur d'unité, surplombait les religions. En outre le Roi devenait le garant de cette union. Or la révocation de cet édit provoqua un traumatisme dans les esprits dont les philosophes des Lumières furent l'expression. La conséquence fut la Révolution française où, au début, ce n'est pas le Roi qui était visé mais l'Église de Rome. Ce point ultime apparaît avec la Constitution civile du clergé qui était certes une position théocratique puis une assemblée politique se mêlant de réformer une religion. Mais Louis XVI au lieu de dominer politiquement le débat, se laissa prendre à la polémique en se rangeant du côté de la condamnation vaticane : la réponse au théocratisme est politique et non pas religieuse. Il s'ensuit que c'est sur un problème religieux que la royauté est tombée et voilà deux siècles que dure ce clivage. Aussi sortons la cause royaliste de l'amalgame avec le religieux. Il y eut bien une tentative avec la monarchie de Juillet et l'on sait aujourd'hui que ce sont les légitimistes qui ont renversé Louis-Philippe en lançant et soutenant les républicains.

J. S.E. (Pyrénées atlantiques)

## Téléphonie

## La concurrence coûte cher

Les néo-libéraux affirment que la concurrence fait nécessairement baisser les prix. C'est faux !

Chaque fois qu'on soumet un secteur industriel à la « loi du marché » cent voix autorisées s'élèvent pour proclamer la bonne nouvelle : la concurrence fait baisser les prix, et c'est finalement le consommateur qui s'y retrouve.

Cette généralisation est abusive. Les baisses des prix sont toujours reliées à des conditions institutionnelles qui permettent à la concurrence de jouer un rôle positif. Au contraire, la dérégulation peut entraîner de fortes hausses de prix, comme on commence à le vérifier dans le domaine du téléphone :

Le service public permettait à notre pays de bénéficier d'un système moderne, égalitaire, et peu coûteux pour les millions d'abonnés qui se servaient avant tout du téléphone pour les communications locales grâce à un abonnement de faible montant. La gestion dégradée du service public depuis quelques années avait réduit ces avantages (baisse des communications internationales et nationales, hausses peu claires des communications locales) mais le service

rendu par France Télécom restait malgré tout appréciable.

La création d'un marché concurrentiel du téléphone aura trois conséquences néfastes :

- les opérateurs privés meneront une guerre des prix sur les communications internationales et nationales, et les bas tarifs proposés ne profiteront qu'aux entreprises et à une clientèle aisée.

- l'entreprise publique sera de plus en plus gravement touchée par la logique de pure rentabilité : déjà alourdi par la tarification à la seconde (+ 13,5 % au-delà de trois minutes), le prix des communications locales va augmenter, ainsi que celui de l'abonnement. Ce qui pesera évidemment sur le budget des ménages modestes - les plus nombreux.

- il est question d'aider les plus démunis à régler leurs factures, ce qui montre que le libéralisme peut, lui aussi, engendrer de l'assistanat.

Toujours plus de concurrence, c'est toujours plus d'injustice sociale.

Annette DELRANCK

## Europe

## L'embarras d'Amsterdam

Par sa décision du 31 décembre 1997, le Conseil Constitutionnel pose un problème juridique simple et crée une situation politique complexe.

Le motif de la décision est lui-même très clair : les dispositions prévues par le traité d'Amsterdam en matière de libre circulation des personnes, de politique de l'immigration et de droit d'asile impliquent des transferts de compétences (de la France vers l'Union européenne) qui « pourraient affecter les conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale ».

Dès lors il est nécessaire de réviser la Constitution selon la procédure prévue à l'article 89 : à l'initiative du président de la République et sur proposition du Premier ministre, ou sur proposition parlementaire, vote du texte en termes identiques par l'Assemblée nationale et par le Sénat, puis approbation par référendum ou par vote à la majorité des trois cinquièmes par le Parlement réuni en Congrès.

Or les choix qui devront être faits par Jacques Chirac et Lionel Jospin vont de toute manière créer une situation confuse et conflictuelle dont ils se seraient bien passés car les lignes de front passent à l'intérieur de chacun des deux camps.

Début janvier, le président de la République et le Premier ministre semblaient d'accord pour rejeter la solution du référendum, car ils craignent que le débat sur les motifs de la révision (en eux-mêmes

lourds de passions contraires) ne se transforme en une remise en question globale de la politique européenne de la France et des orientations ultra-libérales de l'Union. En ce cas, il y a de fortes raisons de penser qu'une majorité de Français voterait non, puisque la logique européenne est de plus en plus nettement porteuse de chômage, d'exploitation et de misère. Il est donc probable qu'on décidera en haut lieu de priver le peuple souverain de sa capacité de décision.

Cependant, le choix de la voie parlementaire n'évitera pas des conflits sérieux. D'abord parce que Robert Hue, d'un côté, et Charles Pasqua, de l'autre, font campagne pour le référendum et il risque de créer des troubles sérieux à l'intérieur de la « majorité plurielle » et du gouvernement, ainsi que dans l'opposition. Ensuite parce qu'il y aura de fortes divergences à droite comme à gauche sur la question des abandons de souveraineté. Enfin, il y aura lieu de suivre avec attention les prises de position de Jean-Pierre Chevènement et de Philippe Séguin, défenseurs vigilants de la souveraineté nationale. Le premier devrait logiquement démissionner du gouvernement, le second entraîner le RPR dans une opposition résolue à la ratification du traité.

Maria DA SILVA

## Liquidation

## Honni soit qui pense mal !

Qu'il soit de gauche ou de droite, le néo-libéralisme ne supporte pas la contradiction. Liquidé par les socialistes, lâché par les siens, Henri Guaino est le triste exemple de l'intolérance du milieu dirigeant.

Nomme commissaire au Plan après la victoire de Jacques Chirac, limogé par le Conseil des ministres le 2 janvier dernier, Henri Guaino est celui qui avait failli nous faire voter pour Jacques Chirac à l'élection présidentielle.

Dans la cacophonie de la propagande du maire de Paris, nous entendions la voix de ce gaulliste proche de Philippe Séguin et nous voulions croire que les mots qu'il faisait prononcer par son candidat (« pacte républicain », « fracture sociale ») annonçaient une orientation politique radicalement contraire à celle d'Édouard Balladur et qui balaierait les sornettes ultra-libérales d'Alain Madelin.

La reprise des thèmes xénophobes par le candidat de la droite réunifiée entre les deux tours nous fit rejeter la tentation chiraquienne, et la confirmation par le nouveau Président de ses choix libéraux dès octobre 1994 acheva de nous convaincre que le temps de la dénonciation de la « pensée unique » était terminé.

A la tête du Commissariat au Plan, Henri Guaino pouvait continuer à faire oeuvre utile. Certes, les socialistes avaient ruiné dès avant 1986 la politique de planification à la française, mais la Rue de Martignac restait un lieu de dialogue entre tous les groupes économiques et sociaux et les services du Plan pouvaient

continuer de nourrir une discussion libre et enrichissante, comme en témoigne le rapport sur l'emploi auquel nous avons fait récemment écho. D'ailleurs, la qualité du travail qu'effectuait Henri Guaino était reconnue par des personnalités aussi différentes que Marc Blondel, Alain Delcu, Emmanuel Todd et Régis Debray qui organisèrent une campagne de soutien au Commissaire menacé.

Rien n'y a fait. Henri Guaino a été froidement liquidé par Lionel Jospin, avec le consentement de Jacques Chirac. Et l'on attendait toujours, le 4 janvier, que Philippe Séguin manifeste publiquement sa solidarité à ce séguiniste victime de la chasse aux sorcières anticonformistes. Dans le milieu dirigeant, toutes les fractions avaient intérêt au limogeage d'Henri Guaino : les chiraquiens, gênés par ce témoin de leur démagogie et de leur cynisme ; les jospiniens, dont on oublie trop souvent qu'ils sont fondamentalement des sectaires, acharnés à imposer leur hégémonie.

Mais l'intolérance du milieu dirigeant est le signe de sa grande frayeur : s'acharner ainsi contre un homme isolé, et l'évincer d'une administration privée de son pouvoir et d'une grande part de son influence, constitue un aveu de faiblesse.

Remi TISSOT

**royaliste**  
B-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTHAUD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : La concurrence coûte cher - p.3 : L'embarras d'Amsterdam - Honni soit qui pense mal ! - p.4 : Fautes - Dénégation dans la négation - p.5 : Le grand échiquier - p.6/7 : Une enquête exemplaire - p.8 : Blondel - Enfin, le masque tombe ! - p.9 : Léon Poliakov et l'histoire - p.10 : Ranavaloa III dernière reine de Madagascar - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Chômeurs en lutte.

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs,  
75001 Paris  
Téléphone : 01.42.97.42.57  
Télécopie : 01.42.96.05.53  
Dir. publication : Yvan AUMONT  
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

## Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....  
Adresse : .....  
Profession : ..... Date de naissance : .....  
souscrit un abonnement de :  
☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)  
ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

## Fautes

Dénégation  
dans la négation

Jospiniens ou jospinisés, les socialistes laissent entendre qu'ils représentent une sorte de « génération morale ». Or l'affaire Emmanuelli montre que la « nouvelle » gauche ne diffère pas de l'ancienne - le premier réflexe de ses hiérarques étant de se placer au-dessus de la règle commune.

Confirmée par un arrêt de la Cour de Cassation, la condamnation de Henri Emmanuelli à deux ans d'inéligibilité a provoqué une première faute : demander audience au président de la République, comme l'avait annoncé François Hollande, c'était démontrer que les socialistes n'acceptent pas qu'une condamnation frappe un des leurs. Puis les socialistes se sont aperçus que l'opinion publique allait s'indigner si l'on effaçait d'aussi graves délits. En démissionnant de son mandat de député, Henri Emmanuelli a fort opportunément évité que la faute ne tourne au scandale.

Mais il n'a toujours pas compris la nécessité pour lui de se taire désormais sur cette condamnation puisque, sur trois pages du *Nouvel Observateur* (25/12/97) il se lamente sur son sort (le trésorier d'un grand parti n'est jamais un naïf !) et se présente comme la victime innocente d'un complot judiciaire.

Quand un simple citoyen, déçu par un jugement, dit au sortir de l'audience qu'il ne croit plus à la justice de son pays, on comprend cette réaction spontanée. Mais un dignitaire politique qui reprend la même antienne agit en irresponsable. Si un ancien président de l'Assemblée nationale dénigre la justice, comment un petit délinquant pourrait-il la respecter ?

Jacques BLANGY

Dans l'Europe des Quinze, les montagnes n'accouchent plus de souris, mais les sommets engendrent des non-créatures virtuelles, jetées sur la scène d'un théâtre de l'absurde où déambulent des techno-clones déclamant tirettes et sornades.

Miracle en la fin de l'année, un « Conseil de l'Euro » nous est arrivé. Ce que Jean Boissonnat avait conceptualisé (1), Jacques, Lionel et Helmut l'ont fait ! Et Dominique Strauss-Khan s'est écrié que l'accord était « inespéré ».

Preuve que le sens de l'humour se perd dans la bonne société journalistique, c'est que les propos du mari d'Anne Sinclair n'ont pas provoqué le moindre éclat de rire. Car le Conseil de l'Euro n'est que l'ultime produit abâtardi et dérivé du « Gouvernement économique » qui devait, selon Boissonnat et la gauche libérale, équilibrer le pouvoir monétaire en Europe.

Nous avons démontré que cette idée était parfaitement illusoire car tout gouvernement est par définition politique et, de fait, les socialistes abandonnèrent cette billevesée - non par sursaut d'intelligence mais sous la pression de nos amis allemands.

Mais que croyez-vous qu'il advint ? On redoubla d'imbécillité, afin que de satisfaire les imbéciles et les non-imbéciles pour que tout le monde soit heureux. Le résultat de ce calcul, établi selon les règles de l'équilibre circonspect et du compromis à bascule, c'est la création, à Luxembourg en décembre dernier, de ce fameux Conseil de l'Euro réu-

nissant ceux qui participent à la monnaie unique. Et c'est là que tout bascule dans la pure démenée :

1) Le non-créé (le « gouvernement économique ») a engendré de l'incrédulité puisqu'il a été décidé après d'âpres discussions que la chose n'aurait ni forme ni structures. Cette matière sans forme (donc sans être selon le bon Thomas d'Aquin pour qui la forme donne son être à la matière) a reçu le nom de Conseil.

2) La décision sur l'incrédulité se double d'une décision d'interdire toute prise de décision au cours des réunions de l'Euro-Conseil. « *Organe informel et non-décisionnel* » dit-on docilement dans *Le Monde*, où l'on a probablement appris à lire chez Gilles Deleuze (le « corps sans organes » etc.).

3) La non-participation engendre l'envie de participer sans participer. La grossière philosophie franco-allemande (le « travail du négatif » chez Hegel, mais qui engendre ici du positif avorté) se trouve allégée par un éblouissant numéro de clown britannique, exécuté au son du bouzouki (grec) et de la corne de brume

dano-norvégienne (3) : Tony Blair, qui ne veut pas participer à la « monnaie unique », veut faire partie du Conseil informel où rien ne sera décidé - afin de bavarder sur un sujet qui ne le concerne pas au premier chef. Sans doute le goût des Anglais pour les réunions au club, à l'heure du thé. Émoi des négociateurs, crise de nerfs des techniciens. Et salut par les Luxembourgeois car :

4) Les non-participants à l'organe informel et non-décisionnel reçoivent, dans un ultime compromis, le pouvoir de... décider que les sujets évoqués par la chose non-décisionnelle seront débattus dans les réunions (Ecofin) des quinze ministres de l'Économie et des Finances.

Et c'est ainsi qu'un matin de décembre l'Europe est devenue une belle construction transparente et immensément populaire.

Sylvie FERNOY

(1) cf. l'éditorial du n° 680 de *Royaliste* : « L'âne du gouverneur ». Jean Boissonnat persévère dans l'ânerie sous la forme d'un livre dont Jacques Julliard assure la promotion dans *Le Nouvel Observateur* du 1er janvier. Nous reviendrons sur la prestation funambulesque de l'éminent éditorialiste *New left*. Nous le signalons dès à présent à nos lecteurs, qui pourront vérifier par eux-mêmes la rumeur parisienne selon laquelle « ce pauvre Jacques a beaucoup baissé ».

(2) cf. *Le Monde* des 13 et 14 décembre 1997. L'article de Philippe Lemaître est un chef-d'œuvre d'humour involontaire.

(3) Anglais, Grecs, Norvégiens et Danois ne veulent ou ne peuvent pas participer à la monnaie unique.

Le royalisme,  
histoire et actualité

par Bertrand Renouvin

(338 pages - index des noms cités) - prix franco 198 F

## Le grand échiquier

La décision du président Clinton de poursuivre l'engagement américain en Bosnie marque la victoire des « européens » au sein de l'exécutif américain.

Cette école de pensée diplomatique « européenne », qui va de l'Allemand Kissinger à la Tchèque Mme Albright, n'a pas la tâche facile. Elle s'adresse, en effet, à des présidents issus de l'Amérique profonde, tenaillés par un Congrès totalement localiste et est concurrencée par d'autres courants intellectuels plus « américanistes » qui, libéraux ou conservateurs, considèrent que l'Amérique n'a pas besoin de l'Europe, soit qu'ils privilégient l'Asie-Pacifique, soit qu'ils soient franchement isolationnistes.

L'exposé le plus cohérent de la thèse « européenne » vient justement d'être publié aux États-Unis et en France (1), par l'ancien conseiller à la Sécurité du président Carter, Zbigniew Brzezinski, successeur de Kissinger à ce poste. Aujourd'hui universitaire, ce dernier a le grand mérite de clouer le bec, sans le dire, aux vaticinations d'un de ses collègues sur « le choc des civilisations » (2). Les relations internationales, rappelle-t-il, demeurent fondées sur les États ; elles s'inscrivent dans une séquence temporelle ; elles sont structurelles, en ce sens qu'elles sont indépendantes de la nature des régimes politiques. Ces rappels sont les bienvenus au milieu du flou qui règne dans les analyses de politique étrangère. Ceci lui permet de faire l'impasse sur l'Afrique, mais aussi l'Amérique latine et le Moyen-Orient dont les enjeux ne sont que régionaux parce que les phénomènes qui s'y déploient, par exemple l'islamisme, n'y

acquièrent pas de portée géostratégique mondiale, par défaut d'État ayant ce rôle ou susceptible de l'exercer à court ou moyen terme. S'il se passait un jour quelque chose d'essentiel dans ces zones, ce ne serait que par ricochet de ce qui se joue sur le continent eurasiatique.

Celui-là seul détermine l'avenir actuel et prochain des relations internationales. Par son importance en termes économiques certes, mais surtout par sa valeur stratégique : le « trou noir » en son centre. Pour stabiliser le nouvel ordre issu de la chute du mur de Berlin et de la dissolution de l'URSS (d'où est directement issu le statut de seule superpuissance mondiale détenu désormais par les États-Unis) l'Amérique doit reprendre le rôle de la superpuissance britannique au XIX<sup>e</sup> siècle : éviter qu'un seul pays ne domine le continent, maintenir le continent ouvert à l'influence anglaise.

Toute la politique américaine doit donc viser à constituer en Europe continentale la tête de pont dont elle a besoin pour s'imposer. Londres mis à la retraite, les deux alliés privilégiés seront Paris et Bonn entre lesquels Washington doit se garder de choisir, même si à court terme l'Allemagne doit être le relais principal vers l'Est, car sur le moyen terme « l'Europe ne se réalisera pas sous l'égide de Berlin ». L'idéal, pour M. Brzezinski, serait d'avoir mis en place d'ici 2010 « la collaboration franco-germano-polono-ukrainienne », véritable colonne vertébrale géostratégique de

l'Europe. Complétée par une politique chinoise intelligente, fournissant en Extrême-Orient le « point d'ancrage » qui lui suffit, subordonné à la priorité centre-eurasiatique, cette stratégie devrait apporter la stabilité au monde et préparer les institutions pérennes d'un système mondial auquel le président des États-Unis remettrait la couronne impériale qu'il a reçue par accident et dont il ne se considère que le gérant.

La thèse impressionne par sa logique. Elle séduira les esprits plus familiers de l'histoire de la Pologne que de celle des États-Unis. Même si elle était mise en oeuvre, elle ne garantirait pas, du fait de sa complexité très européenne, que la diplomatie américaine ne se prendrait pas les pieds dans le tapis. Mais cela ne risque pas car, dans la réalité, la politique étrangère américaine ne cultive ni la logique ni la mémoire. Elle n'est pas conçue à l'Université, ni même à la Maison Blanche où on a oublié jusqu'au nom de l'actuel titulaire du poste de conseiller de sécurité (n'est-il pas originaire d'Australie ?). Depuis qu'elle n'a plus pour enjeu la guerre atomique, elle semble perpétuellement ballottée entre d'incessants compromis perpétuellement remis en cause qui intéressent de moins en moins de vrais politiques.

Une action diplomatique continue et complexe comme celle systématisée par M. Brzezinski ne serait-elle pas mieux traitée par les Européens eux-mêmes ? Peut-être même qu'ainsi elle retiendrait plus l'attention à Washington.

Yves LA MARCK

(1) Zbigniew Brzezinski - « Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde » - Bayard éditions, prix franco : 130 F.

(2) Samuel Huntington - « Le choc des civilisations » - Éd. Jacob - prix franco : 170 F.

## BRÈVES

♦ **ROUMANIE** - Le roi Michel de Roumanie, son épouse Anne de Bourbon Parme et leurs cinq filles sont retournés en Roumanie pour les fêtes de fin d'année. Ils ont assisté aux offices religieux de Noël dans la cathédrale orthodoxe de Bucarest ainsi qu'à un service religieux à la mémoire des étudiants victimes de la révolution de 1989. Le roi en a profité pour annoncer sa décision de revenir vivre en Roumanie « la notion d'exil n'ayant plus de sens ». En effet, depuis l'arrivée d'Emil Constantinescu à la présidence, les rapports de l'ex-souverain avec le pouvoir se sont considérablement améliorés, le roi Michel s'étant même vu confier, au printemps dernier, un rôle diplomatique officiel.

♦ **JAPON** - L'empereur Akihito a présenté ses vœux à la population japonaise, le 2 janvier depuis le balcon du Palais impérial de Tokyo. Il était accompagné de l'impératrice Michiko, du prince héritier Naruhito et de son épouse la princesse Masako. C'est le même jour que Buckingham Palace a annoncé que l'empereur et l'impératrice feront une visite d'État en Grande-Bretagne du 26 au 29 mai prochains. On se souvient que la visite de l'empereur Hirohito à Londres en 1971 avait provoqué de nombreuses manifestations hostiles et que la reine Elisabeth n'avait pas hésité à évoquer les souvenirs douloureux de la Seconde Guerre mondiale.

♦ **BELGIQUE** - Le prince héritier Philippe de Belgique vient de conduire, accompagné par le ministre des Finances M. Phil Maystadt, une mission économique dans les Émirats arabes unis. Il a en particulier signé un important contrat pour la construction du nouvel aéroport de Dubaï.

♦ **ESPAGNE** - Le roi a choisi de fêter son sixième anniversaire (il est né le 5 janvier 1938) en visitant le contingent espagnol déployé en Bosnie-Herzégovine. Il s'est rendu à Mostar puis à Medjugorje et sur la route du retour il a fait escale sur la base italienne d'Aviano où se trouve un détachement aérien espagnol.

♦ **MAROC** - Le Roi a présidé le 26 décembre l'ouverture du nouveau Parlement composé de deux Chambres, celle des Représentants (325 députés élus au scrutin direct le 14 novembre) et celles des Conseillers (270 membres élus au suffrage indirect le 5 décembre). Dans son discours, le souverain a souligné le rôle de la Chambre des Conseillers qui réunit, sur une base régionale, une élite représentant les potentialités productives du Maroc. Il a également dénoncé ce « *tourbillon de terminologies et de concepts, tels que la mondialisation ou la rationalisation, dont certains restent encore vides de sens* » et constaté que « *ces lois économiques et commerciales n'ont toujours pas donné les résultats escomptés. Pire encore, ceux qui les adoptent sans y prendre garde risquent de se réveiller un jour pour se rendre compte que le rêve reste un rêve et que la réalité est plutôt amère* ».

**L**orsque Pierre Péan est venu présenter à nos Mercredis parisiens l'enquête qu'il a effectuée avec Christophe

Nick sur TF1, notre invité nous a dit qu'il avait accordé beaucoup d'entretiens sur son livre, mais que peu d'articles lui avaient été consacrés. Ceci pour une raison toute simple : un journal est plus engagé par l'article d'un de ses rédacteurs habituels que lorsqu'il recueille des déclarations. Nous sommes donc heureux de remplacer l'entretien prévu par un article dont nous prenons toute la responsabilité.

**C**ommençons par une critique. Ce qui est manqué dans le livre de Pierre Péan et de Christophe Nick (1), c'est la petite partie théorique sur le pouvoir médiatique. Sur ce débat endémique et d'une grande complexité, les différentes thèses sont présentées de manière simple, trop rapide et par conséquent incomplète - les travaux décisifs de Lucien Sfez (2) n'étant même pas mentionnés !

Manifestement, les auteurs étaient pressés d'en finir avec cet exercice obligé, qu'ils ne pouvaient pas réussir car il aurait fallu qu'ils ajoutent quelques kilos de livres aux énormes matériaux accumulés pour leur enquête. Tout effort à ses limites, mais les carences de la présentation théorique du sujet ont une raison plus profonde : une enquête qui apporte beaucoup à la réflexion théorique n'a pas besoin d'évoquer les recherches en cours, à moins de se transformer en un tout autre livre.

Or nous avons besoin de cette enquête sur le pouvoir de TF1, telle qu'elle a été menée, et telle qu'elle nous est présentée. Il y a plusieurs manières de la lire, et tous les publics trouveront à satisfaire leur curiosité, à compléter leur information, à nourrir leur réflexion. L'ouvrage est riche d'anecdotes significatives, et de portraits cruellement réussis ; il contient une brève histoire de la télévision en France qui permet de relativiser la « révolution » des années quatre-vingt, d'indispensables éclairages sur la vie industrielle et financière, et Francis Bouygues à lui seul mérite la lecture de ces 700 pages.

Faute de tout analyser, je m'en tiendrai aux aspects les plus politiques du livre, en insistant sur ceux qui infléchissent



certain jugements sur le jeu des pouvoirs et sur l'influence de la télévision.

Souvenons-nous. Après 1945, la gauche socialiste et communiste s'est évertuée à dénoncer la mainmise du pouvoir sur l'information radio-télévisée et la manipulation de l'opinion qui en résultait. Le procès n'était pas entièrement faux (le général de Gaulle fut interdit de radio à partir du moment où il lança le RPF, et officiellement prévenu de cette censure par Paul Ramadier dans un dialogue cité par P. Péan) et le contrôle exercé par les gaullistes est un fait avéré. Mais la gauche était tombée dans des analyses paranoïaques, qui ne tenaient pas compte de la relative libéralisation du service public dans les années soixante-dix et qui ont eu deux conséquences :

L'une, théorique, entraîna ceux qui refusaient la paranoïa bas-marxiste à s'intéresser à la pure logique médiatique

et à tenir pour secondaire, même après la privatisation de TF1, les jeux politiques et l'influence des puissances économiques et financières.

L'autre conséquence, pratique, fut le mépris manifesté à l'égard du service public de l'audiovisuel par des hommes de gauche qui ne voyaient pas qu'il était garant, dans une certaine mesure, de la liberté d'expression. Telle fut l'erreur, magistrale, de François Mitterrand, qui engagea le mouvement de privatisation en pensant que les choses ne seraient pas pires. Or la télévision commerciale, dont Yvon Bourges s'est fait le promoteur dans le cadre public avant 1986, était bel et bien une machine à produire de la médiocrité et, surtout, à manipuler de dangereuses pulsions tout en fabriquant un conformisme étouffant.

L'intelligence de Francis Bouygues, capitaine d'industrie magnifiquement inculte et point gêné de l'être, fut de comprendre ce que ni la gauche (à quelques exceptions près) ni les libéraux (promoteurs du « mieux-disant culturel ») n'avaient saisi : pour un grand industriel, une chaîne de télévision constitue un moyen d'influence considérable, dès lors qu'il achète l'outil technique, et qu'il fournit à ses gardes-chiourme les esclaves nécessaires à son fonctionnement.

Ces mots ne sont pas trop forts : ce sont ceux que le roi du béton et ses hommes liges employaient lors de la conquête de TF1. Le récit que fait Pierre Péan, à partir des souvenirs de témoins directs et des renseignements de première main fournis par une mystérieuse « Gorge Profonde », met à nu la volonté de puissance capitaliste, le cynisme des dirigeants, la veulerie des exécutants, l'immoralité totale des

moyens employés : mensonges éhontés devant la Commission nationale de l'Audiovisuel, achat des consciences, des talents et des influences, manipulations en tous genres, mépris d'acier pour les êtres humains, pour leur droits, pour leur dignité.

Atroce, ce que déclare Francis Bouygues au journaliste Alain Denvers : « Ne vous inquiétez pas pour les nouvelles nominations : les contrats, ça se signe et on s'assied dessus, ce n'est pas important. Mougeotte ? Je le chevaucherai comme un canasson... Je ne connais rien à la télé, mais, dans mon entreprise, j'ai 2 000 ingénieurs : des lapins domestiques. A la télé, il me faut des tireurs pour les lapins de garenne... Votre prix sera le mien ». Atroce, la manière dont Patrice Le Lay répartit les pouvoirs pour que leurs détenteurs s'entre-dévorent. Atroce, cet Étienne Mougeotte décrit par P. Péan et C. Nick : « Mougeotte, ancien spécialiste des grandes manoeuvres à la tête de l'UNEF, a le don de susciter l'amitié pour mieux tuer sa victime dès qu'elle a abaissé ses défenses ».

Des gens sans foi ni loi, et par conséquent d'une redoutable efficacité. Ils ont de l'argent, ils paient. Largement. Cela signifie que beaucoup se font acheter et que certains se font activement complices des manoeuvres auxquelles deux filous notoires (Bernard Tapie, Robert Maxwell) prêtent la main avant d'aller souper à l'Élysée.

Parmi tous les journalistes qui se sont laissé séduire, certains seront rapidement chassés, d'autres partiront, parce qu'ils ne peuvent supporter la tyrannie de Patrice Le Lay et (ou) parce qu'ils sont écoeurés par l'affairisme des patrons de

la chaîne. Mais, depuis dix ans, celles et ceux qui travaillent au service politique de TF1 le font en connaissance de cause, par conviction idéologique (Jean-Marc Sylvestre, propagandiste de l'ultra-libéralisme, P. Poivre d'Arvor, qui commença sa carrière chez les jeunes giscardiens) ou parce qu'ils ont choisi la domesticité confortable mais étroitement surveillée.

Ce journalisme ultra-conformiste et bureaucratisé, qui fait penser à celui de la télévision soviétique de l'époque brejnevienne, n'est que l'agréable vitrine d'un empire qui utilise en toute bonne conscience des méthodes quasi totalitaires. L'entreprise Bouygues s'appuie sur une structure corporatiste et autoritaire à l'allemande (les Compagnons du Mino-range) et sur une organisation complètement centralisée (la base Challenger, précisément décrite dans le livre) et absolument contrôlée grâce à une informatique de pointe. L'immeuble de TF1 a été lui-même rationalisé selon les critères de la maison Bouygues et relié à la base Challenger : tous les téléphones sont

pas les hommes heureux : chacun se sait ou se croit surveillé (ce qui revient au même), la guerre de tous contre tous ne connaît pas de trêve et, comme dans les pays communistes, les dirigeants sont atteints de fièvre obsessionnelle aggravée de complotisme : la chaîne est assiégée, par tout des espions et des traîtres...

La suite, non moins passionnante, est plus connue : la promotion de Michel Noir (et de Nicolas Sarkozy), les opérations contre François Mitterrand, le mépris pour Jacques Chirac, le soutien à Édouard Balladur et la déception qui suivit. Là encore, le récit de Pierre Péan et Christophe Nick est complet et alimenté par de nombreuses sources soigneusement recoupées.

Plus surprenant : la manière dont le spectacle télévision est fabriqué, qui nuance très fortement la théorie d'un spectacle dont la logique interne échapperait à ses propres auteurs, qui infirme la thèse de la « sidération » (Baudrillard), et celle d'une information soumise à la dictature de l'image. Ce qui frappe, à TF1, c'est le contrôle minutieux de tout ce qui est dit et montré à l'antenne : toute information angoissante est compensée par une émission réconfortante, chaque invité sur l'antenne est choisi parce qu'il constitue un pion dans la stratégie du groupe, et le choix des reportages se fait en fonction des contrats à conclure sur le marché de l'immobilier... La machine à fabriquer du rêve n'est qu'une gigantesque bétonnière.

La démonstration des auteurs est impeccable et accrédite le schéma naguère bêtement défendu par la gauche : le capitalisme contrôle au mieux de ses intérêts l'information et les distractions des citoyens. Mais, en ce domaine comme dans les autres, les socialistes choisissent aujourd'hui de laisser faire, alors que TF1 pourrait faire l'objet d'une nationalisation-sanction. Tous les éléments qui justifieraient cette mesure salutaire sont contenus dans les 700 pages publiées par les enquêteurs Nick et Péan, et la justice s'intéresse à plusieurs affaires qui ont valu à Martin Bouygues et à Patrice Le Lay des mises en examen.

Pour TF1, c'est en effet le commencement de la fin. Francis Bouygues est mort, et l'intelligence brutale du vieux capitaine lui manque. Dépolitisée (Gérard Carreyrou a disparu), la chaîne cultive le fait divers et les niaiseries champêtres, mais elle perd de l'argent et de l'influence. Le gros animal n'est plus le roi de la jungle. Mais il est encore capable de nuire.

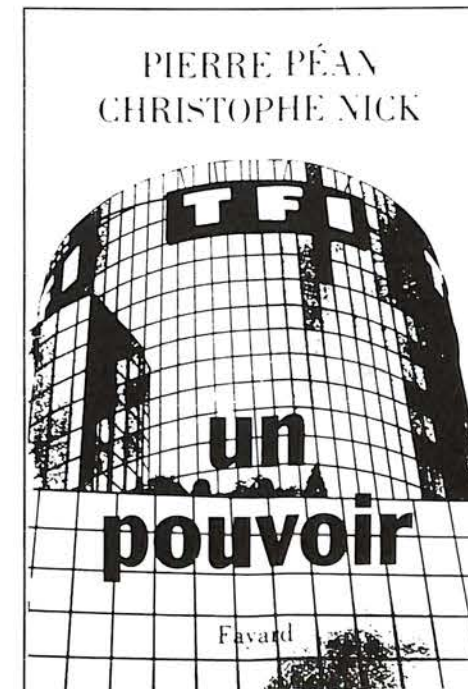
#### B. LA RICHARDAIS

(1) Pierre Péan et Christophe Nick - « TF1, un pouvoir » - Fayard - prix franco : 160 F.

(2) cf. Lucien Sfez - « Critique de la Communication », Seuil, prix franco : 73 F.

Télé-Bouygues

# Une enquête exemplaire



écoutables, et les cartes magnétiques individuelles permettent de contrôler tous les déplacements individuels. Dans ce petit monde orwellien, on ne conteste pas : on travaille et on se tait, ou bien on est chassé. Ce point établi, la direction de TF1 est très libérale puisqu'elle a employé pour ses opérations de conquête intérieure l'éminent Jacques Duquesne (catholique médiatiquement correct), le syndicat local de la CFTC et un ancien trotskiste d'une redoutable efficacité...

Confort, modernité, efficacité : après tout, en période de crise, on peut se laisser aller à penser que tous ces avantages valent bien quelques plaintes et le sacrifice d'un peu de liberté. Hélas, comme dans le roman de George Orwell, Big Brother-Bouygues ne rend

## Blondel

Marc Blondel est-il trotskiste ? Ou, du moins, ne serait-il pas un compagnon de route de la fraction lambertiste, dirigée par le discret Pierre Boussel, alias *Lambert* ? Ces rumeurs courent depuis longtemps, et l'influence des trotskistes à Force ouvrière est un fait établi depuis belle lurette. Mais de là à tout expliquer par les manœuvres des « Trotsks »...

Passionné par les minorités politiques, fort érudit en ce domaine, Christophe Bourseiller a cherché à y voir clair. Sous un titre accrocheur, se cache un travail honnête qui aboutit à une conclusion prudente, point trop marquée par la thématique manipulatoire.

Mais Marc Blondel n'est pas la principale figure du livre, qui constitue en fait une histoire complète et très détaillée de la fraction trotskiste que dirige l'étrange Monsieur *Lambert*. Il est curieux de revivre la guerre d'Algérie et Mai 1968 du point de vue lambertiste, amusant de suivre l'itinéraire militant de Jean-Christophe Cambadélis, qui a trahi Lambert pour devenir troisième couteau chez Lionel Jospin. Cet épisode marque d'ailleurs les limites de la stratégie d'influence de Pierre Boussel : bon tireur de ficelles, il ne peut rien contre le jeu des forces historiques qui expliquent le développement et le déclin des grandes organisations politiques et sociales.

**Yves LANDEVENNEC**  
Christophe Bourseiller - « Cet étrange Monsieur Blondel - enquête sur le syndicat Force ouvrière » - Bartillat, 1997 - prix franco : 119 F.

## Enfin, le masque tombe !

**Tout petit, mais très fort ! Un court opusculé de Serge Halimi démontre la collusion entre les vedettes des médias et la classe dirigeante française. De la dynamite !**

Les livres « qui comptent », ceux qui marquent subitement le tournant d'une époque, ne sont pas nécessairement épais et tapageurs. Celui de Serge Halimi est même très court (une centaine de pages). De toute évidence, les grands journaux le tairont et son auteur ne sera jamais invité sur un plateau de télévision. Et pour cause !

Le court essai « *Les nouveaux chiens de garde* », que viennent de publier les excellentes éditions Liber, est une charge impitoyable contre le monde médiatique qui domine et verrouille la presse écrite et audio-visuelle française. Cette caste minuscule qui, par déférence servile aux pouvoirs politiques et financiers, par omniprésence et par médiocrité, pollue véritablement le débat démocratique du pays.

« Experts » en tout...

Inutile de citer des noms, nous les avons tous en tête : vedettes de l'information télévisée, chroniqueurs multicartes et multimédias, philosophes de tous les plateaux, sociologues ubiquistes, experts bavards, spécialistes en langue de bois, brosse à reluire et pensée molle.

**Soumission**

La charge est lourde et impeccablement menée. Journaliste du *Monde diplomatique*, Serge Halimi sait tenir ses archives. Il n'a pas oublié

les solennelles bêtises que nous infligent depuis des années ces omniscients donneurs de leçons (lors du débat sur Maastricht par exemple), ni le chœur unanime qu'ils ont formé pour défendre le Plan Juppé lors des manifestations de décembre 95, ni leur morgue méprisante vis-à-vis des manifestants, ni l'allégeance obséquieuse manifestée au candidat Balladur lors des dernières présidentielles, ni surtout leur soumission servile aux intérêts des groupes industriels et financiers qui contrôlent désormais la plupart des médias (Bouygues, Havas, etc.)...

**Enfin !**

Serge Halimi dresse les comptes de toutes ces connivences, des débats factices, des copinages et des « renvois d'ascenseur » qui tiennent lieu de politique éditoriale dans la plupart des grands médias français.

Le réquisitoire est vif, nerveux, argumenté et sans appel. Enfin ! Il était temps que ces choses-là soient dites et qu'elles se sachent et qu'elles circulent.

**Privés de télé**

Le constat nous est hélas familier. Aux lecteurs de *Royaliste*, nous nous efforçons de rendre compte de l'intense activité intellectuelle, savante ou politique, qui nous entoure dans tous les domaines, tout en tenant compte de la diver-

sité des opinions et des sensibilités. Ce sont notamment les entretiens que nous publions dans notre double page centrale. Il faudra bien qu'on nous explique pourquoi la plupart de ces auteurs, parfois éminents, sont délibérément écartés des grands médias (et bien entendu privés de télé), tandis que leur compte est réglé en quelques entrefilets dans les hebdomadaires et pourquoi les Français sont dispensés de leurs avis qualifiés, alors qu'on les tartine abondamment à propos des insignifiantes productions d'Alain Duhamel-Touraine-Minc et de quelques autres.

**Une brèche**

Grâce à cet implacable essai de Serge Halimi, une étape libératrice est franchie. Indiscutablement, le vent tourne : désormais, la preuve de la collusion des « stars » des médias et de la classe dirigeante est clairement établie. Sur cette dernière, l'étau vient de se resserrer d'un cran. Ainsi, au fur et à mesure, les critiques envers le vieux monde, que nous voyons de jour en jour s'effondrer, se font plus précises et plus pertinentes. Celles dénonçant la complicité des médias étaient encore maladroitement, partielles ou même étouffées. Avec cet ouvrage, une nouvelle brèche vient de s'ouvrir, d'autant plus redoutable que les preuves apportées sont indiscutables et que ce petit bouquin pas cher connaît un succès considérable par le simple bouche à oreille.

**Vincent SMITH**

Serge Halimi - « *Les nouveaux chiens de garde* » - Liber-Raisons d'agir, 1997 - prix franco : 38 F.

## Léon Poliakov et l'histoire

À l'indemnité de la mort du grand historien de l'antisémitisme, quelles leçons retenir de ce savant qui comprenait d'autant mieux l'histoire qu'il était profond philosophe ? Il faudrait d'abord parler de sa façon de pénétrer dans la jungle des faits pour avancer en intelligibilité. Pour cela, tous les registres de la pensée lui sont ouverts. Poliakov ne se laisse enfermer dans aucun savoir particulier. Tous lui sont nécessaires. D'où une culture forcément immense qui emprunte à la plus large documentation et multiplie les points de vue sur le domaine à explorer. Certes, on sait le point de départ de son enquête qui est incontestablement la Seconde Guerre mondiale et le monstrueux génocide perpétré par Hitler et les siens. L'historien placé existentiellement devant l'énigme de pareille démesure, va vouloir explorer l'ensemble du phénomène.

Pour l'édition en poche, il complètera même la période des origines, qui va donc en deçà du grand schisme décisif d'où est né le christianisme. Il y a déjà des traces d'antisémitisme dans l'antiquité pré-chrétienne et l'historien ne saurait s'en étonner, puisqu'il a médité depuis longtemps le livre d'Esther qui évoque « un peuple dispersé et à part parmi les peuples, ayant des lois différentes de celles de tous les peuples et n'observant point les lois du roi... Si le roi le trouve bon, qu'on écrive l'ordre de les faire périr ». Cet ordre interviendra vingt-deux ou vingt-trois siècles plus tard « à une époque où les Juifs, délaissant leur loi ancestrale, avaient depuis des générations adopté les lois et la culture de leurs voisins chrétiens ». C'est qu'il y a à la fois continuités et discontinuités dans ce destin. Poliakov ne minore jamais les discontinuités. Son problème n'est pas de construire un modèle généralisable d'exploration, même s'il se réservera plus tard le droit d'une réflexion plus théorique sur les invariants de « la causalité diabolique ».

Chaque période correspond à son intelligibilité propre. On veut comprendre la naissance de l'Islam et ses développements ultérieurs ? Poliakov nous en fournit les clefs, comme il nous fait entrer dans l'Espagne des trois religions, aujourd'hui un peu mythique. Il y eut, c'est vrai, une période d'étonnante tolérance entre les religions monothéistes qui coexistaient pour des raisons d'ordre public « dans des pays chrétiens où une grande partie de la population, comprenant les couches les plus productives économiquement, n'était pas chrétienne ». C'est peut-être parce que l'Espagne fut le pays le plus tolérant qu'elle devait devenir le plus intolérant, allant jusqu'à promouvoir un racisme du sang, diamétralement opposé aux principes chrétiens.

Par la péninsule ibérique, l'historien nous a ainsi introduits au cœur du Moyen Âge européen. Non sans nous avoir fait comprendre l'importance de l'épopée marrane. Les flambées d'antisémitisme dans l'Europe médiévale ternissent l'image positive que l'on peut avoir de cet âge de foi. Les croisades eurent un effet fatal dans le déclenchement des persécutions contre les juifs qui s'inspirent de motifs religieux mais dont la genèse correspond à des crises irrationnelles. La recherche de boucs émissaires est évidente, notamment au moment de la peste noire. Et que dire du thème récurrent du meurtre d'enfant dont sont accusés, par pur fantasme, les membres

d'une population finalement exclus et enfermés dans le ghetto ?

Léon Poliakov nous fournit sur la Réforme et l'antisémitisme de Luther des renseignements précieux et même indispensables pour comprendre le devenir de la pensée allemande, notamment avec le « motif social d'obéissance inconditionnelle aux autorités se combinant avec un prophétisme national. Car le Réformateur avait précisé à maintes reprises qu'il s'adressait aux seuls Allemands ». Pourtant, ailleurs qu'en Allemagne, en France notamment, les persécutions allaient susciter chez beaucoup de réformés un sentiment de connivence avec le peuple banni.

Avec les Lumières, l'antisémitisme ne disparaît pas. Il change de nature. Voltaire, contrairement à Montesquieu et à Rousseau, se distingue par sa frénésie. Poliakov constate dans son cas des raisons d'ordre psychanalytique mais il discerne aussi le passage à l'antisémitisme de type raciste, émancipé de tout climat religieux. C'est bien Voltaire qui définissait une supériorité raciale des Européens « *hommes qui ne paraissent supérieurs aux nègres, comme ces nègres le sont aux singes et comme les singes le sont aux huîtres* ». Une nouvelle anthropologie à prétention scientifique apparaît, en effet, dont Buffon fut le premier vulgarisateur.

Il est quelque peu stupéfiant d'apprendre « qu'à l'échelle de l'Europe, le principal garant de la nouvelle anthropologie scientifique fut probablement Emmanuel Kant ». Mais rien n'échappe à l'investigation de Léon Poliakov qui non seulement a retrouvé chez le grand penseur de la morale moderne une volonté explicite d'euthanasier le judaïsme (moralement !) mais aussi des classifications raciales qui nient son superbe universalisme philosophique. Toutefois, la période qui précède la Révolution française se distingue par une volonté de « régénération » qui débouchera sur l'émancipation des Juifs de France et d'autres nations européennes. On sait l'ambiguïté de cette émancipation qui consiste à tout leur donner comme individus mais à ne rien leur laisser comme communauté. L'antisémitisme repartira de plus belle contre des Juifs déjudaïsés mais accusés de vouloir prendre partout le pouvoir, jusqu'à concevoir un complot mondial selon le modèle du faux fabriqué par la police tsariste, ces trop fameux *Protocoles des Sages de Sion*...

Mais il faut bien arrêter ce parcours forcément réducteur de la grande œuvre de Léon Poliakov. L'ayant relu ces jours derniers, j'en suis sorti meurtri. Comment ne pas concevoir une idée assez pessimiste de l'âme humaine lorsqu'on s'est ainsi promené dans ses itinéraires de folie meurtrière ? Le plus accablant ne réside peut-être pas dans les processus de dérèglement des masses, il pourrait se concentrer dans le dérèglement des plus grands esprits. Là-dessus, Poliakov nous donne aussi une analyse implacable dans un autre livre à propos de la philosophie allemande qu'il épinge comme « diabolique ». Fichte, Hegel et Marx se distinguent, au travers de la dialectique la plus échevelée, comme des agents d'un dérèglement supérieur, d'autant plus pervers qu'il s'autorise de l'avènement de la Raison.

Faut-il en conclure que le regretté Léon Poliakov ne nous lègue que ce pessimisme ? Sûrement pas. Sa lucidité est une leçon de courage, un refus de l'à-quoi-bon, une volonté de démêler l'écheveau des causes. Surtout, Poliakov nous gardera de toutes les tentatives et de tous les pièges de la Haine. C'est bien pourquoi, nous conserverons, avec reconnaissance, sa mémoire.

Léon Poliakov - « *Histoire de l'antisémitisme* », Pluriel, 2 volumes.

Léon Poliakov - « *La causalité diabolique* », Calmann-Lévy.

par Gérard Leclerc



# Ranavalao III, dernière reine de Madagascar

Qu'évoque aujourd'hui le nom de Ranavalao ? Rien, ou - au mieux - un vague souvenir pour une majorité de Français. Pourtant lire le récit de sa vie c'est lire une page de notre histoire. C'est à quoi nous invite Marie-France Barrier en écrivant une belle et très émouvante biographie de la dernière reine de Madagascar.

Nous sommes en 1861, dans un petit village proche de Tananarive, Razafin-Drahety, petite princesse pauvre de la famille régnante des Mérimas voit le jour. Tôt mariée, tôt veuve, à vingt et un ans, presque par hasard, elle devient reine des Malgaches sous le nom de Ranavalao III.

Dans la Grande Île, la réalité du pouvoir appartenait de fait à la bourgeoisie hova. Depuis 1863 le Premier ministre Rainilaiariny le détenait en maître absolu. D'un premier mariage il eut dix-sept enfants, devenu veuf et pour assurer sa position, en l'absence de règles précises relatives à la dévolution de la couronne, il épouse successivement Radama II et Ranavalona II. Veuf une troisième fois il s'en va chercher, pour l'épouser, la dominer et l'imposer comme souveraine, l'innocente et pauvre princesse *andriana*.

C'est l'époque des conquêtes coloniales. A Madagascar la France réussit, péniblement, à imposer le protectorat. Les troubles persistant il faut employer les grands moyens, Gallieni arrive qui annexe purement et simplement le pays. La monarchie était de trop, le général, farouche républicain, sans en demander l'autorisation au gouvernement, dépose et exile l'infortunée Ranavalao qui ne reverra plus son royaume.

Près de 400 pages pour nous raconter cela avec exactitude et minutie. On avance lente-

ment, on peut penser que l'auteur a été gagné par le *mora mora* - doucement, doucement - malgache, malgré quelques redites, on ne s'ennuie jamais à la suivre, traquant le détail qui fait une des richesses de son livre.

Rien de précis sur les vingt premières années de la princesse, c'est son accession au trône qui dévoile au public cette frêle jeune femme aux traits fins. Rapidement, Sa Majesté « maître de la parole » prononce, émue, son premier *kabary*, discours matériellement préparé par son époux le Premier ministre. Immédiatement elle affirme vouloir résister aux prétentions françaises.

La reine s'éloigne peu de Tana, elle vit dans son palais (détruit en 1995 par un incendie criminel) dominant la capitale. L'intérieur allie le caravansérail et le bric-à-brac. Quant à la cour elle ne brille pas, d'une façon assez générale, par la dignité de sa tenue, lupanar serait sans doute le mot le plus adéquat pour décrire ce milieu. Sa Majesté, chiquant comme un sapeur, recevant ses pasteurs anglicans, assumant avec ponctualité et sérieux sa fonction symbolique entourée de ses dames de compagnie qui s'entre-déclarent et de ses esclaves. Ne trouvant pas auprès de son époux âgé ce que sa jeunesse espérait elle aurait eu, murmure-t-on, des bontés pour deux officiers de son entourage. De cette époque on retiendra avec un intérêt parti-

culier les passages relatifs à ses relations très cordiales avec La Myre de Vilers premier représentant de la France dans l'île. Homme remarquable, ferme mais si humain. La courtoisie et la diplomatie doivent cependant s'effacer devant le rouleau compresseur de l'armée française à laquelle l'armée malgache offre une piètre résistance. Cent jours après son entrée à Tananarive, Gallieni accorde quelques heures à la reine pour préparer quelques malles, puis à marches forcées, la fait conduire à Tamatave où elle est embarquée aussitôt pour la Réunion. Le drapeau tricolore flotte sur le palais devenu école mais aussi, c'est à souligner, l'esclavage est aboli dans l'ex-royaume.

Vingt ans d'exil dont deux à Bourbon où, malgré l'accueil aimable des autorités locales, la reine sera en butte à l'hostilité de la population locale en réaction à l'assassinat de nombreux colons d'origine réunionnaise par les révoltés malgaches. Son exil à Alger, entrecoupé de cinq longs voyages en métropole, fut loin d'être doré, au moins en ses débuts : maigre entourage, sa sœur aînée et une tante célèbre pour ses orgies du temps de Tana, quatre ou cinq serviteurs malgaches portés sur l'absinthe et une présence policière constante dans sa propre maison. Quelquefois des problèmes d'argent. Une pension lui était servie sur le budget malgache, ses demandes périodiques d'augmenta-

tion étaient impitoyablement refusées par Gallieni au motif qu'elle avait pris position pour son peuple contre la France. Curieux sens de l'honneur chez ce militaire rancunier qui, par ailleurs, accomplit une oeuvre colossale à Madagascar.

Peu à peu la vie s'organise, la reine est entourée de considération, les portes des salons s'ouvrent, elle-même reçoit, elle a son jour. Lors de ses déplacements en métropole la population l'accueille chaleureusement. Les généraux, amiraux, préfets et autres ne lui ménagent pas leurs prévenances. Quelques personnes se déconsidèrent parfois, essentiellement des journalistes à la recherche du sensationnel avec des articles d'une bassesse raciste incroyable. C'est l'un des deux qui prétend que cette femme, commandeur de la Légion d'honneur, pianiste, aimant le théâtre et l'opéra, n'a pu donner qu'une seule réponse à ses questions : « wa wa wa ». Ignoble ! Mais pourquoi se gêner c'est, en quelque sorte, illustrer les propos de l'illustre socialiste Jules Ferry « les races supérieures ont un droit sur les races inférieures, elles ont le devoir de les civiliser ». Que l'on ne s'étonne pas alors que Ranavalao puisse être qualifiée de « *Guenon Noire* ».

Elle ne fut pas rancunière la petite reine. La guerre de 14 venue, rosette de la Légion d'honneur toujours en évidence sur ses corsages, elle pouvait déclarer à qui l'interrogeait, non pas « wa wa wa » mais « nous serons vainqueurs ». Elle passait son temps à oeuvrer avec les dames de la Croix Rouge et consacrait quelques économies réalisées malgré Gallieni à des oeuvres de bienfaisance militaire. Elle faisait l'admiration de tous.

Le 23 mai 1917, brusquement, sa majesté la Reine Ranavalao III était emportée par une embolie. Elle avait cinquante-trois ans.

## Michel FONTAURELLE

Marie-France Barrier - « *Ranavalao, dernière reine de Madagascar* » - Illustré de plusieurs photographies. Coll. Le Nadir, éd. Balland - prix franco : 145 F.

Rappel : sur la Grande Île, voir dans la même collection, le livre d'Eric Revel, « *Madagascar l'île rouge* » (prix franco : 120 F) dont nous avons rendu compte dans *Royaliste* n° 631.

BERTRAND  
RENOUVIN

## UNE TRAGÉDIE BIEN FRANÇAISE

Le Front national  
contre  
la nation

Ranavalao

« Parce qu'il sait ce qu'est la tradition, Renouvin dénonce la posture et l'imposture lepénistes ».

Joseph Macé-Scaron  
Le Point

« Ce n'est pas un pamphlet. Bertrand Renouvin refuse la facilité. Sa critique du programme frontiste est démontrée par une analyse historique et sociologique. (...) A peine sorti, ce livre suscite déjà de nombreux débats. »

Robert Gesnot  
Libération Champagne

## BON DE COMMANDE

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal/Ville : .....

.....  
passe commande d'« Une tragédie bien française » au prix de 115 F franco.

Royaliste,  
17, rue des Petits-  
Champs, 75001 Paris

ILE-DE-FRANCE

**FORMATION** - Samedi 10 janvier à 14 h 30 quatrième séance du séminaire de formation des militants et sympathisants d'Ile-de-France. Thème : « Le marché (Le marché introuvable - L'idéologie du marché - La doctrine libérale en économie - Fiction du marché et volonté de puissance). Animée par Bertrand Renouvin, les séances durent 1 h 30 (Trois quarts d'heure d'exposé suivis d'un débat).

**RÉUNION MENSUELLE** - Samedi 10 janvier à 16 h, réunion mensuelle de la Fédération. Cette réunion est ouverte à tous ceux qui veulent aider à l'action de la NAR. Les sympathisants sont tout spécialement invités à venir prendre contact avec nous à cette occasion.

## INTERNET

A titre expérimental, nous avons ouvert depuis quelques mois un site Internet pour *Royaliste*. Son adresse :

<http://www.mygale.org/10/francesc/royaliste/>

Lecteurs internautes, n'hésitez pas à vous connecter et à nous faire part de vos suggestions. Merci aussi de nous signaler tous les sites à caractère royaliste (en particulier ceux concernant les pays étrangers) ainsi que ceux des autres formations politiques.

## LOUIS XVI

A Paris, la messe traditionnelle pour le repos de l'âme de Louis XVI aura lieu le mercredi 21 janvier à 12 h 30 en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2 place du Louvre, 75001 Paris.

Comme tous les ans nous ferons une vente de *Royaliste* à cette occasion et faisons appel aux bonnes volontés pour l'assurer.

Un repas amical dans un restaurant voisin rassemblera ensuite amis et sympathisants autour d'Yvan Aumont, Gérard Leclerc et Bertrand Renouvin.

**ADHEREZ  
à la NAR !**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des *mercredis* » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● Mercredi 14 janvier : Pourquoi la Révolution française est-elle passée d'une conception très ouverte de la citoyenneté à une logique d'exclusion et de persécutions ? Comment la figure souvent admirée de l'étranger est-elle devenue une forme monstrueuse qui englobait tous les ennemis du pouvoir révolutionnaire ? Sophie WAHNICH répond à ces questions dans un remarquable ouvrage qu'elle viendra nous présenter : étudier « L'étranger dans la Révolution française », c'est mieux comprendre notre conception de la citoyenneté et, aussi, la logique xénophobe dont nous sommes menacés.

● Mercredi 21 janvier : Résistant, déporté, engagé en Indochine puis en Algérie, acteur du putsch d'Alger en 1961, condamné à une lourde peine de prison, le Commandant HÉLIE DENOIX DE SAINT-MARC a récemment

publié un livre de Mémoires (*Les champs de braise*) qui a rencontré un vif succès. C'est avec un très grand intérêt que nous recevrons cet acteur lucide d'une histoire à tous égards tragique, dont l'itinéraire dément les amateurs d'explications simplistes. Pour les témoins de la décolonisation, pour les militants qui se trouvaient dans le camp adverse, pour les plus jeunes de nos auditeurs, le Commandant Denoix de Saint-Marc donnera son « Témoignage pour l'histoire ».

● Mercredi 28 janvier : Nous suivons avec une amicale attention les recherches publiées par la *Revue du M.A.U.S.S.* et nous avons engagé avec son directeur un passionnant dialogue à l'occasion d'un livre qu'il avait publié avec Jean-Pierre Le Goff sur les grèves de 1995. La publication d'un numéro sur le capitalisme nous donne l'occasion de reprendre le débat. Avec ALAIN CAILLÉ, nous nous demanderons « Comment peut-on être anticapitaliste ? », ce qui implique une réflexion sur la nature du capitalisme, et une exploration des voies par lesquelles une nouvelle politique économique pourrait mettre en pratique la contestation du capitalisme.

Pour recevoir  
régulièrement le  
programme des  
« mercredis » et avoir  
l'accès gratuit à toutes  
les réunions, prenez  
une « carte d'abonné »  
(50 F pour l'année)

## Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : .....

Prénom : .....

Date de naissance : ..... Profession : .....

Adresse : .....

.....  
désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

# Chômeurs en lutte

Dans le milieu dirigeant, les explosions de colère et les mouvements de révolte provoquent toujours la même surprise agacée. Pourquoi eux ? Pourquoi maintenant ? Ne comprennent-ils pas, ces gens qui occupent des locaux et qui manifestent bruyamment, les graves soucis et les lourdes contraintes des très hauts responsables ?

Ce sont les ministres, y compris le Premier, leurs conseillers et leurs experts qui ne voient rien. Quand on vit dans une situation intolérable, quand on ravale jour après jour sa colère, quand on subit l'humiliation sans pouvoir rien dire ni faire (1), il suffit d'un événement mineur et d'une réaction collective localisée pour déclencher le mouvement libérateur. Or les fêtes de Noël et du Nouvel an représentent pour les déshérités une insupportable provocation, mêlée de gêne et de tristesse lorsqu'ils ont des enfants. D'où le mouvement d'occupation des locaux des Assedic et la revendication, par les chômeurs en lutte, d'une allocation de fin d'année.

La réponse de Martine Aubry, le 24 décembre, illustre l'attitude constante du milieu dirigeant : « *Au-delà de la revendication générale, à laquelle nul n'est en mesure d'apporter une réponse positive, l'existence de cas de détresse sociale doit nous amener à réagir* ». Adressée aux préfets, la circulaire ministérielle évoque les contraintes budgétaires et la technique de répartition des fonds sociaux pour refuser tout changement dans la politi-

que sociale, tout en demandant aux représentants de l'État de distribuer quelques secours en cas d'extrême urgence.

Telles sont les méthodes de la bourgeoisie de droite et de gauche : on répartit les crédits comme on fait l'aumône, et on répand les bonnes paroles (qu'on appelle maintenant « effets d'annonce ») pour calmer les esprits. Ces manières d'agir procèdent d'une lecture minimaliste des statistiques sur



l'emploi, d'une phobie de la dépense budgétaire, mais aussi de comportements et de préjugés de classe. Ceux qui ont toujours perçu un traitement confortable et qui vivent gratuitement toute la semaine sont étrangers au monde de ceux qui subsistent avec quelques milliers de francs par mois, et leur connivence avec l'aristocratie du profit et des médias creuse encore le fossé. Il n'est pas indifférent que Martine Aubry tutoie Jean Gandois, et que Madame Sinclair n'ait pas jugé bon d'abandonner ses responsabilités à TF1 tant que son mari serait ministre des Finances. Il faut enfin se souve-

nir que la gestion néo-libérale de l'économie suppose, entre autres impossibilités, que rien ne bouge dans la société. Tout mouvement de révolte doit donc être réprimé au plus tôt, à coup de matraques ou par administration de calmants - en l'occurrence de la menue monnaie et quelques coupons de transport à prix réduit.

Bien entendu, tout est bon à prendre ! La moindre obole, la plus minuscule des augmentations... Mais ceux qui luttent savent depuis longtemps la nécessité du refus radical du système qui est imposé à l'ensemble de la société.

Ils savent qu'en privilégiant l'emploi des jeunes, le gouvernement Jospin se refusait à toute politique globale de lutte contre le chômage et renonçait, sans avoir rien tenté, à l'objectif de justice sociale.

Ils savent que la gestion néo-libérale de l'économie, en France comme en Allemagne, par la droite comme par la gauche, engendrera toujours plus de chômage.

Ils savent que la « lutte contre l'exclusion » n'est qu'un slogan illusoire, et que la loi promise par Martine Aubry apportera, au mieux, des compensations à une logique intrinsèquement perverse. Il ne s'agit pas de réintégrer des malchanceux dans une organisation sociale saine et chaleureuse, mais de détruire le système économique, monétaire et financier qui profite de l'exclusion, qui fonctionne grâce au chômage, à la précarité et à la misère, et qui procure au milieu dirigeant son confort et ses multiples privilèges.

Cela s'appelle une révolution : celle qui, dans le respect des institutions légitimes et pour le retour aux principes fondamentaux du droit, nous délivrera du déterminisme économique, de son matérialisme implacable.

**Bertrand RENOUVIN**

(1) Ces quelques lignes reflètent notre expérience collective : dans les réunions de la NAR, on compte fréquemment 20 % de chômeurs et de travailleurs en situation précaire.